



29.04.2018 07:32:45 SDA 0011bsf
Suisse / Berne (ats)
Politique

Revue de presse du dimanche 29 avril 2018

L'invasion du plastique, la politique européenne de la Confédération ou encore les conflits professionnels sont quelques-uns des sujets abordés par la presse dominicale. Voici les titres de ces informations non confirmées à l'ats:

Le Matin Dimanche: Le plastique contamine aussi l'eau et les sols suisses. Selon les spécialistes, il y aurait 53 tonnes de billes de déchets synthétiques dans les réserves naturelles de nos montagnes, rapporte Le Matin Dimanche qui s'appuie sur une étude réalisée à l'Université de Berne. Mais ce n'est pas tout. Le lac Léman, l'une des plus grandes étendues d'eau potable est lui aussi touché par cette vague de pollution, ont établi des chercheurs de l'Université de Genève et de l'EPFL. A l'échelle mondiale, ce sont de 8 à 10 millions de tonnes supplémentaires qui sont déversées chaque année dans les océans, soit le contenu d'un camion-poubelle chaque minute, rapporte le journal lémanique.

NZZ am Sonntag: Selon un sondage, les Suisses soutiennent la politique européenne promue par le ministre Ignazio Cassis. Une majorité d'entre eux se dit favorable à ce que la Suisse résolve ses différends avec l'UE avec des règles contraignantes pour autant que Berne conserve son mot à dire. La création d'un tribunal arbitral a été particulièrement plébiscitée (54%). L'étude représentative a été réalisée par l'institut de sondage gfs.bern et publié dans la NZZ am Sonntag.

SonntagsZeitung: Le président de Roche, Christoph Franz, craint une perte de plusieurs centaines de millions de francs pour son entreprise en cas de dénonciation des contrats bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne. L'accord-cadre envisagé est "d'une importance fondamentale", a-t-il fait savoir dans une interview accordée à la "SonntagsZeitung". C'est ce qui décidera si Roche peut maintenir la taille actuelle de son site helvétique ou si l'entreprise doit étendre ses activités sur d'autres installations aux dépens de la Suisse, conclut Christoph Franz.

SonntagsBlick: Jamais autant de cas de conflits professionnels n'ont été signalés en Suisse qu'en 2017. Selon le "SonntagsBlick", le meneur des assurances de protection juridique en Suisse Axa-Arag a enregistré 7% de conflits de plus que l'année précédente. La compagnie d'assurance traite actuellement plus de 10'000 cas de ce genre par an. La plupart des litiges portent sur des licenciements abusifs, du harcèlement professionnel et des certificats de travail. Les affaires judiciaires ne constituent que la pointe de l'iceberg: dans neuf cas sur dix, les parties en litiges s'entendent avant de se retrouver devant un juge.

NZZ am Sonntag: Le nombre d'entreprises suisses qui décident être auditées par des experts augmente, écrit la "NZZ am Sonntag", par peur de pots-de-vin, corruption ou gestion déloyale. Rien que l'an dernier, dix entreprises ont annoncé des enquêtes internes, parmi lesquelles Raiffeisen dont l'ex-chef Pierin Vincenz est actuellement en détention préventive. Les entreprises ont aussi des intérêts financiers à ces investigations: la criminalité en col blanc provoque une perte de 3 à 5% du chiffre d'affaires chaque année, estime l'organe de révision KPMG. Mais la majorité des cas détectés restent secrète, avance le cabinet. Craignant pour leur réputation, les entreprises ne portent plainte que dans un à deux cas sur dix.

Zentralschweiz am Sonntag/Ostschweiz am Sonntag: Le conseiller fédéral Ueli Maurer critique le conseil d'administration de la banque Raiffeisen après sa décision d'approuver la hausse de leurs rémunérations. Et ce, alors que l'établissement est secoué par l'affaire Pierin Vincenz, accusé de gestion déloyale du temps où il dirigeait la banque. Lors d'une interview accordée aux journaux alémaniques Zentralschweiz am Sonntag et Ostschweiz am Sonntag, le ministre des Finances souligne que les turbulences auxquelles fait face Raiffeisen nuisent à l'ensemble



de la place financière.

Le Matin Dimanche/SonntagsZeitung: Les dénonciations de chiens considérés comme ouvertement agressifs - morsures sur des humains ou sur d'autres animaux - sont en hausse en Suisse. Même si la population a atteint 551'412 animaux, soit un record, le nombre de morsures a augmenté de manière disproportionnée dans plusieurs cantons, notent Le Matin Dimanche et la SonntagsZeitung. Dans le canton de Genève par exemple, le nombre d'annonces de morsures et de comportements agressifs a augmenté de 77% entre 2008 et 2018. A Berne, les annonces de morsures ont augmenté de 11,4% entre 2017 par rapport à 2016 alors que le nombre de chiens est resté stable. La hausse est similaire dans le canton de Saint-Gall (11,1%). Les experts invoquent différentes raisons dont une augmentation des dénonciations et une hausse des morsures de petits chiens mal dressés ou socialisés.